



# Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions

# Rapport annuel sur l'administration de la Loi sur l'accès à l'information

**1<sup>er</sup> avril 2023 au**

**31 mars 2024**

## Contents

1.	Introduction.....	3
2.	Structure organisationnelle .....	4
3.	Délégation de pouvoirs.....	5
4.	Points saillants du rapport statistique 2023-2024.....	5
5.	Formation et sensibilisation .....	6
6.	Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives .....	6
8.	Surveillance de la conformité.....	7
	Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information .....	8
	Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels .....	29

# 1. Introduction

Ce rapport annuel présente la structure organisationnelle de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (la CNER ou la Commission), ses mises à jour procédurales et ses activités liées à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) au cours de la période visée 2023-2024. Ce rapport a été préparé et déposé au Parlement conformément à l'article 72 de la Loi.

La *Loi sur l'accès à l'information* a pour objet d'assurer la transparence des institutions du gouvernement canadien. La Loi « donne aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes et sociétés présentes au Canada, le droit d'accéder à leurs renseignements personnels détenus par les institutions gouvernementales assujetties à la Loi<sup>1</sup>. De ce fait, la Loi accroît la transparence et la responsabilité de ces institutions.

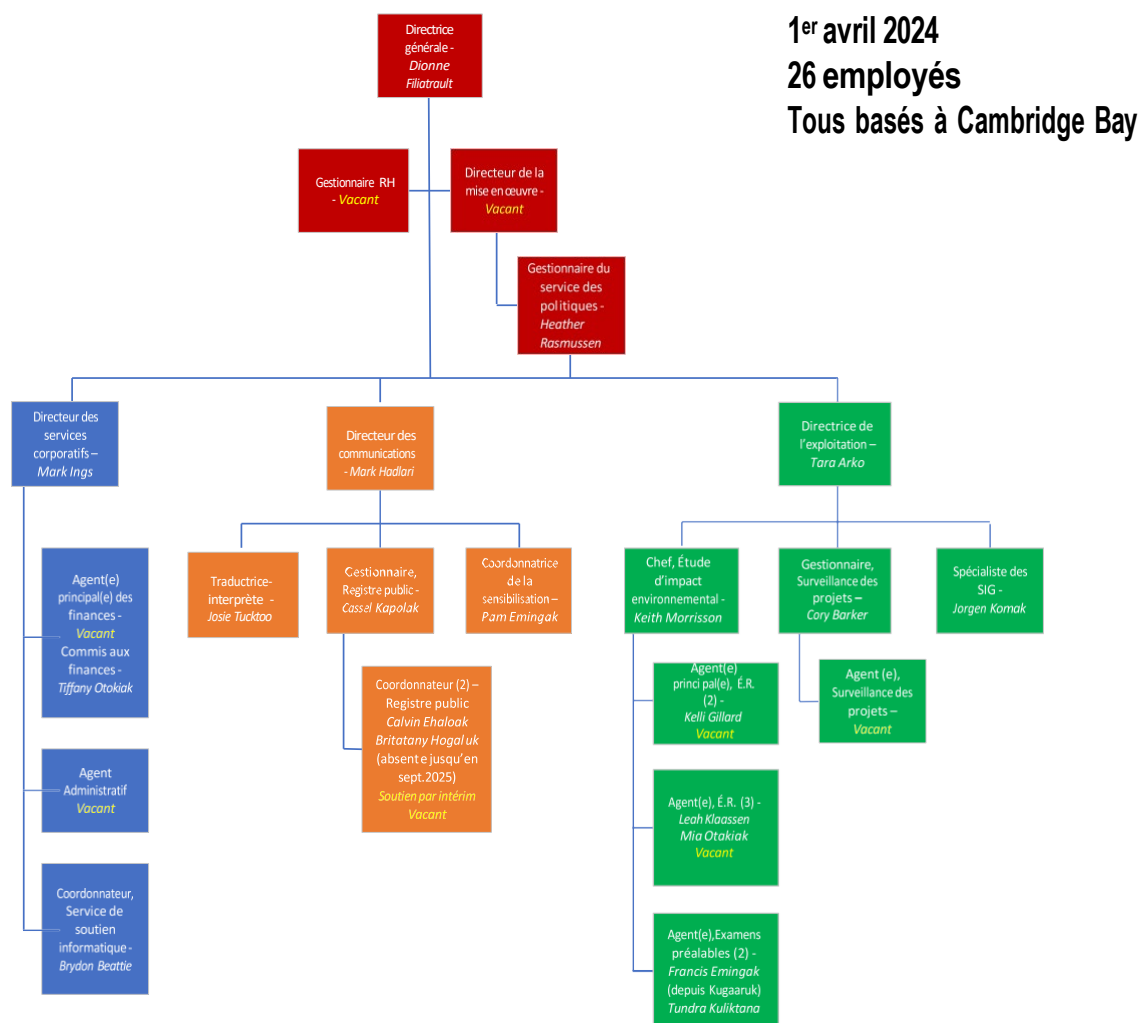
La CNER est une institution gouvernementale créée en vertu de *l'Accord du Nunavut*, afin d'évaluer les répercussions potentielles des développements proposés dans la région du Nunavut avant que ne soient approuvées les autorisations requises pour lesdits projets. À partir du savoir traditionnel et de méthodes scientifiques reconnues, la CNER évalue les incidences biophysiques et socio-économiques des propositions puis détermine si les projets peuvent ou non aller de l'avant et formule des recommandations cet égard. La CNER peut également instaurer des programmes de surveillance des répercussions des projets examinés et approuvés. Elle tire son mandat et ses pouvoirs de l'article 12 de *l'Accord du Nunavut* et de la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut*

Tel qu'indiqué dans le rapport annexé, la CNER traite la majorité des demandes d'accès à l'information de manière informelle. Ceci est dû au fait qu'une grande partie des documents de la CNER sont publiquement disponibles puisqu'affichés dans son registre public en ligne. D'autre part, la CNER ne reçoit qu'un faible volume de demandes d'accès à l'information.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/acces-information-protection-reseignements-personnels.html>

## 2. Structure organisationnelle



La CNER est une organisation relativement petite regroupant vingt-six (26) employés qui relèvent du Conseil d'administration. Elle s'articule autour de quatre (4) divisions : les Services généraux, l'Exploitation, les Communications et la Direction générale qui supervise tous les services. Deux (2) membres du personnel sont directement chargés de garantir la conformité à la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) : la directrice générale et le coordonnateur du service de soutien informatique.

En ce qui concerne la Loi, la directrice générale donne son approbation finale à toutes les réponses aux demandes d'accès à l'information (AI) et de divulgation de documents. Elle reçoit également et répond à toutes les demandes de consultations en matière d'AI, provenant d'autres organismes gouvernementaux.

En ce qui concerne la Loi, le coordonnateur du service de soutien informatique coordonne les réponses aux demandes reçues au titre de la Loi, veille à ce que les processus et procédures de la CNER concernant l'accès à l'information soient mises à jour, assure la surveillance du système de demandes en ligne d'accès à l'information et de renseignements personnels (AIPRP) de la CNER et prépare le rapport annuel et le rapport statistique.

La CNER peut recevoir des demandes d'accès à l'information de deux (2) manières principales. La première, par courrier, sous forme de lettre officielle. C'est le cas de la majorité des demandes de consultation reçues d'autres organismes gouvernementaux. La deuxième, s'effectue par le biais du système en ligne de demandes d'AIPRP, affiché sur le site Web de la CNER, (<http://www.nirb.ca/information-requests>).

### 3. Délégation de pouvoirs

Les pouvoirs et responsabilités de la directrice générale de la CNER au titre de la *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) ne lui ont pas été officiellement conférés par ordonnance de délégation de pouvoirs. Néanmoins, tel que susmentionné, les fonctions du coordonnateur du service de soutien informatique, liées à la Loi, sont intégrées dans sa description de tâches

### 4. Points saillants du rapport statistique 2023-2024

La CNER a soumis par courriel son rapport statistique 2023-2024 au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), le 14 juillet 2024. Tel qu'indiqué dans ce rapport, la CNER a reçu deux (2) demandes d'accès à l'information (AI) pendant la période visée par le rapport 2023-2024.

La CNER est toutefois en train de traiter une demande en suspens datant de la période de référence 2020-2021.

Le coût indiqué dans ce rapport statistique (15 151 \$) représente un dixième (0.10) du salaire du coordonnateur du service de soutien informatique. Ce coût couvre ses tâches liées à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ce montant n'inclut pas le salaire des employés susceptibles de participer à des consultations internes portant sur les demandes d'AIPRP.

Un exemplaire du rapport statistique 2023-2024 de la CNER est joint à l'annexe 1.

## 5. Formation et sensibilisation

Aucune formation n'a été effectuée en 2023-2024. Des rappels périodiques des politiques d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels sont envoyés à tous les employés et tous les membres du Conseil de la CNER.

Dans le passé, la CNER avait communiqué avec l'École de la fonction publique du Canada afin de se prévaloir éventuellement des cours pertinents offerts; mais elle a été avisée que notre organisation ne relevait pas du mandat de l'École et n'était donc pas admissible à ces programmes et cours<sup>2</sup>. La CNER a également tenté de discuter de l'élaboration d'un protocole d'entente ou d'un accord similaire pour faciliter l'accès sur la base du recouvrement des coûts ; malheureusement, l'École de la fonction publique du Canada n'a pas voulu s'engager sur la question ni en discuter davantage. . En tant qu'établissement public placé sous la tutelle du Conseil du Trésor, le CNER suggère respectueusement que le gouvernement du Canada instaure une approche acceptable pour que l'École de la fonction publique du Canada puisse proposer des programmes choisis à des organisations externes telles que le CNER, qui sont tenues de s'acquitter de ces responsabilités fédérales.

## 6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

Au cours de la période visée 2023-2024, la CNER a poursuivi sa mise en place de la version 3 du Service de demande d'AIPRP en ligne (SDAL). Il s'agit d'une plateforme en ligne à laquelle le public peut accéder pour soumettre des demandes d'AIPRP auprès d'une vaste gamme d'institutions fédérales. Ce service a pour but de simplifier le processus de demandes d'AIPRP. La CNER appuie cette initiative qui vise à offrir un système efficace aux utilisateurs et à optimiser la transparence d'un large éventail d'institutions publiques

Aux fins d'établissement de rapports, la CNER maintient sa page actuelle de demandes d'information sur son site Web et, pour les utilisateurs, elle a établi un lien avec le site Web SDAL.

La CNER n'a apporté aucun changement à ses politiques, directives, procédures et initiatives assujetties à la Loi sur l'accès à l'information pendant la période visée 2023-2024.

---

2. En 2014-2015, l'École de la fonction publique du Canada a adopté un modèle fonctionnel définissant sa clientèle comme étant les membres de la fonction publique fédérale telle que circonscrite par les annexes I, IV et V. de la Loi sur la gestion des finances publiques : La CNER et les autres organismes publics du Nunavut ne sont pas inclus dans l'annexe V : Organismes distincts.

## 7. Résumé des enjeux clés et des mesures prises à l'égard des plaintes et des vérifications.

La CNER n'a reçu aucune plainte, ni de demande d'enquête ou vérification pendant la période d'établissement du rapport.

## 8. Surveillance de la conformité

La CNER respecte les échéances prescrites par la *Loi sur l'accès à l'information* en maintenant de régulières communications entre le coordonnateur du service de soutien informatique et la directrice générale pendant le traitement de la demande d'AIPRP ainsi qu'en utilisant le système de traçabilité intégré dans son mécanisme de demande d'information en ligne. Ce système de traçabilité permet aux utilisateurs internes et externes du site Web de connaître la date de soumission de la demande, son statut actuel et, si réglée, le temps requis à cette fin.

Les mesures instaurées en réponse à la COVID-19 ont affecté la capacité de la CNER de répondre rapidement.

En cas de question ou de précision sur des points précis de ce rapport, contactez directement la soussignée par téléphone au (867) 983-5729 ou par courriel à [dfiliatrault@nirb.ca](mailto:dfiliatrault@nirb.ca)

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Dionne Filiatrault  
Directrice générale  
Commission du Nunavut chargée de  
l'examen des répercussion



# Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Nunavut Impact Review Board

Période d'établissement de rapport : 2023-04-01 au 2024-03-31

## Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

### 1.1 Nombre de demandes

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		2
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		1
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	1	
<b>Total</b>		<b>3</b>
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		2
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		1
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	1	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	0	



## 1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	1
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	1
Public	0
Refus de s'identifier	0
<b>Total</b>	<b>2</b>

## 1.3 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	1
Courriel	1
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
<b>Total</b>	<b>2</b>

## Section 2 – Demandes informelles

### 2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
<b>Total</b>		1
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		1
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0

### 2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	1
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
<b>Total</b>	1

### 2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
1	0	0	0	0	0	0	1

### 2.4 Pages communiquées informellement

[illegible]

## 2.5 Pages recommandées informellement

[illegible]

### Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
<b>Total</b>	0
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

## Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

### 4.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	2	0	0	0	0	0	0	2
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	2	0	0	0	0	0	0	2

## 4.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	0	18d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	0	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.4(1)a)	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)b)	0	20(1)c)	0	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.5	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)b)	0	17	0				
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

\*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

## 4.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	2	69(1)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

#### 4.4 Format des documents communiqués

Papier	Electronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	2	0	0	0	0

#### 4.5 Complexité

##### 4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	2

**4.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes**

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio**

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0



4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

---

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0

#### 4.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requis	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	1	1	2
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	1	1	2

## 4.6 Demandes fermées

### 4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	2
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%)	100

## 4.7 Présomptions de refus

### 4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

### 4.7.2 Demandes fermées au-dela des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0

<b>Total</b>	0	0	0
--------------	---	---	---

#### 4.8 Demandes de traduction

<b>Demandes de traduction</b>	<b>Acceptées</b>	<b>Refusées</b>	<b>Total</b>
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0

### Section 5 – Prorogations

#### 5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

<b>Disposition des demandes où le délai a été prorogé</b>	<b>9(1)a) Entrave au fonctionnement</b>	<b>9(1)b) Consultation</b>		<b>9(1)c) Avis à un tiers</b>
		<b>Article 69</b>	<b>Autres</b>	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## 5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0

## Section 6 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés		Frais remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Autres frais	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
<b>Total</b>	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00

## Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

### 7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	1	100	1	200
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
<b>Total</b>	1	100	1	200
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	1	100	1	200
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

## 7.2 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	1	0	0	0	0	0	0	1
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	1	0	0	0	0	0	0	1

## 7.3 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations à l'extérieur du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	1	0	0	0	0	0	0	1
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	1	0	0	0	0	0	0	1





## 8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

### 9.1 Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations
0	0	0

## 9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

Article 37(1) Comptes rendus initiaux			Article 37(2) Comptes rendus finaux		
Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant une intention d'émettre une ordonnance par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information
0	0	0	0	0	0

## Section 10 – Recours judiciaire

### 10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

### 10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

## Section 11 – Ressources liées à la *Loi sur l'accès à l'information*

### 11.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$15,151
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$15,151

### 11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.100
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.100

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Nunavut Impact Review Board

Période  
d'établissement de  
rapport : 2023-04-01 au 2024-03-31

Section 1 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues:	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Total
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	1	1
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	1	1

Rangée 11, col. 3 de la section 1.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2023-2024

1.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2023-2024	0
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0
Total	0

Section 2 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues:	Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2024	Total
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016	0	0	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	0	0

Rangée 11, col. 3 de la section 2.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2023-2024

2.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution	Nombre de plaintes ouvertes
Reçues en 2023-2024	0

Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016	0
Reçues en 2014-2015 ou plus tôt	0
Total	0

Section 3: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2023-2024?	Non
--	-----

Section 4: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2023-2024?	0	Rangée 1, col. 1 de la section 4 doit être égale ou inférieure à la rangée 1, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2023-2024
---	---	--

